

ARRETE DU MAIRE
PORTANT MISE EN SECURITE DU BATIMENT SITUE 6 Boulevard Gambetta A SAINT-MARCELLIN
N°ST 2022-176

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

Vu les articles L.2212-2-5° et L.2212-4 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L511-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu les articles R511-3 et R511-4 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu l'arrêté 2022-156 interdisant l'accès à l'immeuble 6 boulevard Gambetta en date du 13 juillet 2022

Considérant la procédure de péril imminent engagée le 13 juillet 2022 sollicitant du président du tribunal Administratif de Grenoble qu'il désigne un Expert judiciaire aux fins d'examiner la situation de l'immeuble sis à Saint-Marcellin, 38160, 6 Boulevard Gambetta

Considérant le rapport d'expertise établi suite à la visite contradictoire en date du 18 juillet 2022 par Christian MOLLARD, expert judiciaire désigné par le tribunal administratif de Grenoble le 15 juillet 2022 préconisant la réalisation de travaux de sécurisation sans délai

Considérant la visite en date du 27 juillet 2022 par les services de la mairie constatant que les travaux préconisés ont été réalisés

Considérant que l'étude structure bois n'a pas été réalisée par un bureau d'études

Considérant la non-réalisation des travaux définitifs permettant de supprimer les mesures conservatoires provisoire, étalement, mise en œuvre

Il est imparti au propriétaire de l'immeuble de procéder à la remise en état du plancher situé entre les logements du RDC et du R+1 dudit immeuble

En l'état il n'apparaît pas possible d'autoriser l'habitation des lieux qui resteront en conséquence interdits d'occupation

ARRETE

ARTICLE 1 : Le propriétaire, Monsieur PEYRON Mickaël, de l'immeuble sis à Saint-Marcellin, 38160, 6 Boulevard Gambetta, doit, dans un délai de 4 mois, à compter du 28 juillet 2022, soit avant le 28 novembre 2022 avoir fait réaliser les travaux de remise en état du plancher situé entre les logements du RDC et du R+1 dudit immeuble

ARTICLE 2 : L'arrêté 2022-156 en date du 13 juillet 2022 est abrogé

ARTICLE 3 : Les appartements du RDC et du R+1 restent interdits d'accès à toute personne autre que celles dûment habilitées à intervenir pour la réalisation des travaux. L'étalement mis en œuvre en juillet 2022 ne pourra être supprimé qu'après réalisation de l'ensemble des travaux de remise en état du plancher et constatation selon les modalités figurant sous l'article 4

ARTICLE 4 : Si le propriétaire mentionné à l'article 1, a réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la commune et par un bureau d'étude structure compétent.

Le propriétaire tiendra à disposition des services de la commune toutes pièces justificatives attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5 : Si le propriétaire mentionné à l'article 1, n'a pas réalisé les travaux permettant de mettre fin à tout péril, une astreinte administrative de 100 € par jour de retard sera appliquée à l'encontre de Monsieur PEYRON Mickaël.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié au propriétaire mentionné à l'article 1. Il sera en outre affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 7 : Application du présent arrêté : Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait à Saint-Marcellin, le 28 juillet 2022

Le Maire

Raphaël MOCELLIN

